
PIERRE-ALAIN MUET

ROOSEVELT FACE À LA CRISE : QUELLES LEÇONS POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ?

29

Au moment où le parallélisme entre les crises de 1929 et de 2008 se prolonge de façon inquiétante en Europe, un retour sur la politique économique de l'homme dont les réformes révolutionnèrent l'Amérique et changèrent le cours de l'histoire est riche d'enseignements pour lutter contre la crise actuelle.

C'est en effet la politique économique mise en œuvre par Roosevelt à partir de 1933 qui permit aux États-Unis de sortir de la Grande Dépression, alors même que l'Europe s'enfonçait à la même époque dans la déflation. Mais c'est surtout la généralisation après la guerre des mesures radicales qu'il prit dans le domaine économique – séparation des banques d'affaires et de dépôt, instauration d'un État-providence avec le *New Deal*, réforme fiscale –, qui contribua à la longue période de stabilité financière et de prospérité de l'après-guerre.

Et ces réformes sont redevenues d'une incroyable actualité depuis la crise financière, comme en témoignent les débats sur la séparation des activités bancaires, la régulation des produits dérivés ou l'instauration d'un taux d'imposition marginal très élevé sur les très hauts revenus...

1929-2008 :

DEUX CRISES AU PARALLÉLISME IMPRESSIONNANT !

Par son ampleur, ses racines et ses conséquences, la crise qui a éclaté en 2008 est comparable à celle de 1929. Elles sont l'une et l'autre l'aboutissement des deux grandes phases de mondialisation et de dérégulation financière qui les ont précédées. Elles sont nées toutes les deux des

POUVOIRS - 150. 2014

dérives incontrôlées de la finance et d'une explosion des inégalités qui ont nourri une croissance artificielle fondée sur des exigences de rentabilité incompatible avec l'économie réelle.

La pression constante sur les salaires, résultant de ces exigences de rentabilité, a en effet profondément creusé les inégalités entre les revenus salariaux modestes qui stagnaient et les revenus élevés qui explosaient, conduisant à une formidable accumulation de la richesse au sein d'une petite minorité de la population. D'un côté, l'endettement des ménages modestes se substituait à la hausse des salaires pour maintenir la progression de la demande, nourrissant une croissance artificielle fondée sur l'endettement. De l'autre, la dérive des hautes rémunérations alimentait des prises de risque insensées, entretenues par la multiplication des innovations financières, qui ont conduit à une envolée des prix des actifs jusqu'à ce que tout s'effondre lorsque les anticipations des marchés se sont retournées.

Cet effondrement du prix des actifs a produit dans les deux cas les réactions en chaîne conduisant à la dépression, selon un mécanisme de déflation déjà bien décrit dans les années 1930 par l'économiste Irving Fischer et sa théorie des grandes dépressions par la dette et la déflation : les banques cessent de prêter, l'investissement s'effondre entraînant l'ensemble de la demande dans sa chute.

Si, contrairement à la crise de 1929, les gouvernements ont su éteindre l'incendie financier et éviter des faillites bancaires par une injection massive de fonds publics, s'ils ont également pris des mesures de relance dans tous les pays en 2009 pour éviter l'effondrement massif de la demande, ils n'ont pas en revanche pris la dimension des changements profonds qu'il faudrait introduire dans la régulation mondiale pour répondre réellement à ce qui est la première grande crise de la mondialisation libérale.

Comme dans les années 1930, la crise née aux États-Unis a produit ses effets les plus désastreux quelques années plus tard en Europe. En laissant planer des doutes sur la solidarité qui les unissait, les dirigeants européens ont transformé le sauvetage de la Grèce en une crise généralisée de la zone euro, alors même que ce pays représente seulement 3 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Union ! Pourtant, si la crise des dettes souveraines a éclaté en Europe, ce n'est pas parce que notre continent était plus endetté que les autres, mais le contraire. Cependant, cette Europe est le continent le plus fragile car une union monétaire y a été construite sans solidarité financière entre ses membres alors même que l'achat et la vente de la dette publique sont l'instrument naturel de la

politique monétaire. Incapable pendant plusieurs années de prendre les mesures susceptibles d'enrayer les attaques spéculatives affectant certains de ses membres, corsetée dans des règles budgétaires et des principes de politique économique d'un autre âge, l'Europe s'est infligé une cure d'austérité qui n'a de précédent que dans les déflations des années 1930 et dont le principal impact aura été un effondrement massif de la production et de l'emploi.

Or, ce qui fit la force de Roosevelt, c'est à la fois son pragmatisme et une politique affrontant la crise dans toutes ses dimensions avec une énergie et une volonté qu'aucun homme politique actuel n'a égalées.

LE VOLONTARISME ÉCONOMIQUE : DU GOUVERNEUR AU PRÉSIDENT

31

Gouverneur de l'État de New York au moment où se produit le krach de Wall Street, Roosevelt refuse de rester inactif face à la montée du chômage et met en place une administration chargée de créer des emplois d'utilité publique qu'il financera par une augmentation de l'impôt sur le revenu (*Temporary Emergency Relief Administration*, TERA), politique qu'il reprendra à grande échelle quand il deviendra président. À la tête de cette administration, il placera un homme qui va jouer un rôle fondamental auprès de lui en transformant ses idées et ses intuitions en actions précises : Harry Hopkins. Il plaide également lors des réunions annuelles des gouverneurs pour l'instauration d'une assurance chômage. Mais c'est en accédant à la présidence qu'il mettra en œuvre un ensemble de réformes qui vont révolutionner l'Amérique.

Pendant la campagne présidentielle, il lance l'idée de *New Deal*, sans que celle-ci recouvre pour autant un programme précis. Ce terme affiche surtout à l'époque la volonté d'agir et de mettre en place des expériences hardies et durables. Comme il l'exprimera dans un discours de campagne en octobre 1932, « le bon sens, c'est de choisir une méthode et de l'expérimenter. Si elle échoue, reconnaissons le franchement et essayons une autre méthode. Mais par-dessus tout essayons quelque chose¹ ». Pendant la campagne, il s'entourera d'une équipe d'intellectuels, juristes, économistes issus notamment de l'université de Columbia et qui deviendra le « Brain Trust », avec lequel il lancera au cours des « cent jours » un ensemble impressionnant de réformes qui constitueront le premier *New*

1. Cité par Sabine Forero Mendoza, *Franklin Delano Roosevelt*, Paris, Hatier, coll. « Figures de l'histoire », 2002, p. 44.

Deal. Raymond Moley, professeur de droit à Columbia, anime le groupe, entouré de Rexford Tugwell, économiste de gauche et spécialiste des questions agricoles, auxquels viendront s'ajouter de brillants universitaires qui vont mettre à profit les quatre mois qui séparent l'élection (novembre 1932) de l'investiture (4 mars 1933) pour élaborer un ensemble de lois et de décrets qui seront votés au cours des cent jours.

TROIS RÉFORMES QUI VONT CHANGER LE MONDE

Séparation des banques et régulation financière

32 La crise bancaire qui s'est accentuée dans les dernières semaines du mandat de Herbert Hoover sera stoppée par une première loi bancaire (*Emergency Banking Act*), adoptée trois jours après son investiture, qui rétablira la confiance dans le système bancaire. Elle sera suivie trois mois plus tard (juin 1933) par une réforme fondamentale qui va changer le cours de l'histoire financière et bancaire, le *Glass-Steagall Act*, du nom de ses deux promoteurs, le sénateur Carter Glass, grand spécialiste des questions financières, et le président de la commission banque et monnaie de la Chambre des représentants, Henry Steagall. Avec cette loi, Roosevelt séparera les banques d'affaires des banques de dépôt et introduira une régulation stricte de ces dernières avec une conviction forte : les banques qui détiennent des dépôts exercent en quelque sorte une mission de service public, gérer les dépôts des citoyens et accorder des crédits aux entreprises et aux ménages. Elles ne doivent pas faire courir de risques au système des paiements en spéculant sur les marchés financiers. Pour ce faire, elles doivent donc être soumises à une régulation stricte et, en contrepartie, l'État garantit qu'elles ne tomberont pas en faillite. Les banques d'affaires, de leur côté, prennent des risques et les assument sans que le contribuable ait à intervenir.

Annoncée dans un discours de campagne prononcé à Columbus dans l'Ohio en août 1932, assez semblable au discours du Bourget de François Hollande en 2012, cette proposition était passée relativement inaperçue à l'époque. Mais, à la différence du discours du Bourget dont on a parfois quelques difficultés aujourd'hui à retrouver le souffle dans les mesures prises par la suite, les grandes annonces faites au cours de ce discours (séparation des banques, supervision, assurance des dépôts...) verront le jour avant la fin des cent jours et leur postérité sera amplifiée par leur généralisation à la plupart des grands pays après la Seconde Guerre mondiale. Cette généralisation de la régulation financière et de la séparation des activités bancaires a été l'une des raisons de la stabilité

financière du système de Bretton Woods et de l'absence de crises bancaires majeures au cours des décennies suivantes.

Pendant toute cette période où le système de crédit était fortement régulé, le monde a certes connu des crises financières et des crises de change, mais aucune crise bancaire n'a mis le système monétaire et financier en péril. Tout au long de ces décennies, les banques ont en effet fait strictement leur métier de banquier : prêter, évaluer les risques et les conserver dans leur comptabilité jusqu'à l'échéance, et l'économie réelle s'en est bien portée. Dans certains pays dont la France, une grande partie du financement de l'investissement des entreprises résultait du crédit bancaire plutôt que des marchés financiers et, dans tous les pays, les régulations bancaires nationales permettaient d'éviter que les crises boursières n'engendrent des faillites bancaires.

Après l'éclatement du système de Bretton Woods, le flottement des monnaies et la libéralisation des mouvements de capitaux ont amorcé le développement de la finance internationale (et en parallèle celui des paradis fiscaux). Puis la grande dérégulation libérale qui suivit les révolutions conservatrices des années 1980 a ouvert la voie à une mondialisation financière pratiquement sans règles et sans limite, comparable à celle qui avait conduit à la crise de 1929.

33

Les réformes structurelles qu'inspira Roosevelt en 1933 dessinent aujourd'hui encore l'agenda pertinent des réponses à la crise actuelle. Parmi celles-ci, la régulation de la finance et la séparation des activités bancaires sont heureusement revenues dans l'agenda international, adaptées à la réalité d'aujourd'hui. Les propositions Volker pour les États-Unis, Vickers pour le Royaume-Uni, Liikanen pour l'Union européenne, s'inspirent toutes de cette philosophie dans un monde financier qui a certes profondément changé et en tenant compte de la spécificité des systèmes financiers de chaque pays. La proposition de l'économiste Paul Volcker est adaptée à un système financier américain où les banques sont encore relativement spécialisées, conformément à la séparation instaurée par le *Glass-Steagall Act*. Elle consiste à interdire la spéculation pour compte propre par un établissement de dépôt qui bénéficie de la garantie publique. La loi limite également la concentration du secteur bancaire en interdisant la fusion ou l'acquisition d'une société financière lorsque le total du bilan excède 10 % du passif de toutes les sociétés financières.

La proposition Sir John Vickers pour l'économie anglaise est également adaptée à une économie de marchés financiers où les banques exercent une activité de marché importante, de sorte qu'il préserve la partie « dépôt »

de ces banques en filialisant la banque de dépôt. Erkki Liikanen, pour sa part, présente un système ajusté à l'économie de l'Europe continentale caractérisée par des banques universelles qui, si elles se livrent à des activités de marché, sont fondamentalement des banques de dépôt. Il propose ainsi de cantonner l'activité de spéculation de ces banques dans une filiale.

Si le sujet est revenu sur la table, force est de reconnaître qu'on est loin de la loi adoptée à l'époque dans la foulée des cent jours. Et quand on mesure la très faible part des activités spéculatives des banques cantonnées dans la filiale par la réforme française, on est très éloigné du volontarisme de Roosevelt, même si la rapporteure du projet de loi à l'Assemblée nationale, Karine Berger, a beaucoup œuvré pour faire avancer les choses.

34

Réforme fiscale et lutte contre les inégalités

Il est un second domaine où Roosevelt bouleversa profondément et durablement les règles : la fiscalité et la lutte contre les inégalités. Au cours des années 1920, les États-Unis ont pratiqué une politique constante de baisse des impôts, alors même que les inégalités se creusaient fortement. La crise et le dogme de l'équilibre budgétaire vont toutefois obliger le ministre des Finances du président Hoover à augmenter contre son gré le taux marginal d'impôt sur le revenu. Les démocrates ont d'ailleurs partagé avec les républicains l'idée de cette politique de baisse des impôts de la même façon qu'ils partageaient à l'époque celle du dogme de l'équilibre budgétaire. La réforme fiscale n'est d'ailleurs pas la préoccupation majeure de Roosevelt au cours de sa première année de mandat. Elle deviendra en revanche le thème central de son message au Congrès de juin 1935, et au cours de cette année seront lancées trois réformes fiscales : l'imposition de l'héritage, l'impôt sur le revenu et l'imposition des entreprises.

S'agissant de l'héritage, son message au Congrès soulignait la contradiction entre l'héritage de grandes fortunes et les idéaux du peuple américain : « de même que l'héritage du pouvoir politique entraine en contradiction avec les idéaux de la génération qui a fondé notre nation, la transmission d'importantes fortunes de génération en génération est en contradiction avec les idéaux de notre génération ² ». On ne peut manquer d'être frappé à la lecture de ce discours par la modernité

2. Franklin D. Roosevelt, *Comment j'ai vaincu la crise*, extraits de discours choisis et présentés par Christian Chavagneux, traduits et annotés par Igor Martinache, Paris, Les Petits matins-Alternatives économiques, 2014, p. 69.

et la profondeur de l'analyse économique: « Un impôt sur le pouvoir économique hérité est un impôt sur la richesse statique, non sur la richesse dynamique qui participe à la saine diffusion des biens économiques. » Pédagogue, Roosevelt explique qu'une telle taxe n'affectera en rien l'essentiel des bénéfiques de l'accumulation du capital de l'entreprise pour la société puisque les facteurs qui font la richesse de l'entreprise, la production, les brevets, l'organisation, demeurent, « seuls auront disparu l'énergie et le génie du créateur – et c'est la mort qui les aura emportées »³.

De même, il instaurera un impôt différencié sur les bénéfiques des sociétés selon la taille des sociétés qui remplace le taux uniforme de 13,75 % par un taux réduit à 10,75 % sur les petites et moyennes entreprises, montant progressivement à 16,75 % pour les grandes.

La réforme qui aura sans doute le plus marqué et le plus influencé d'autres pays après la Seconde Guerre mondiale est celle de l'impôt sur le revenu. À la veille de l'arrivée de Roosevelt à la Maison Blanche, la surtaxe de l'impôt sur les revenus les plus élevés avait déjà été fortement accrue par son prédécesseur (de 25 % à 63 % en 1932). Roosevelt la fera passer à 79 % en 1936, et elle atteindra 91 % en 1941 pour redescendre à 80 % après la guerre. Pendant un demi-siècle, les États-Unis vivront avec un taux marginal d'imposition sur les très hauts revenus proches de 80 %. Cette fiscalité dissuasive ne nuira aucunement à la croissance, puisque durant cette période les États-Unis comme la plupart des pays industrialisés connaîtront leur plus forte croissance. Elle conduira à une forte réduction des inégalités avant impôts (et *a fortiori* après), situation que l'on retrouvera dans presque tous les pays industrialisés dans l'après-guerre. Alors que, dans les années 1930, les rémunérations des cent cinquante dirigeants les mieux payés des plus grandes entreprises américaines représentaient quatre-vingt-deux fois le salaire moyen, cet écart tombera à trente-neuf dans les années 1960. La même évolution s'observera dans tous les pays.

À partir des années 1990, l'accroissement des très hauts revenus renforcé par une baisse continue des taux marginaux de fiscalité conduira, à la veille de la crise de 2008, à des rémunérations des dirigeants supérieures de deux cents à trois cents fois au salaire médian dans de nombreux pays. Si un mouvement timide de hausse des taux marginaux se développe après la crise, ceux-ci restent très éloignés des taux qui prévalaient il y a seulement une vingtaine d'années. La proposition de François Hollande d'une taxe à 75 % sur les revenus dépassant un million d'euros s'inspirait

3. *Ibid.*, p. 69-70.

directement de Roosevelt, avec la même logique dissuasive. Rejetée par le Conseil constitutionnel, elle sera reportée sur les entreprises versant des rémunérations supérieures à un million d'euros.

L'intervention publique et l'État-providence

Avec le *New Deal*, Roosevelt a jeté les bases de l'État-providence moderne dans un pays où cette culture de la protection sociale était totalement absente. C'est cette généralisation à l'Europe des politiques publiques, conjuguée au développement de l'État-providence et à une économie financière fortement régulée, qui a contribué à la longue période de prospérité de l'après-guerre.

36 Durant les cent jours, le premier *New Deal* va donner priorité à l'emploi en prolongeant les actions que Roosevelt avait mises en œuvre comme gouverneur. C'est ainsi que le programme temporaire de lutte contre le chômage de l'État de New York (TERA) deviendra fédéral (FERA), Harry Hopkins restant à sa tête. S'y ajoutent des actions en direction des jeunes chômeurs (*Civilian Conservation Corps*), qui sont des « emplois jeunes » dans le secteur de l'environnement, et l'entreprise Tennessee Valley Authority, dont l'objectif premier est de faire baisser les prix de l'électricité mais qui crée également de nombreux emplois pour la construction des barrages. Enfin, Roosevelt lance en juin 1933 un grand plan de production industrielle qui comporte deux volets : un programme de travaux publics et un partenariat avec les entreprises. Les difficultés économiques qui se renforcent à l'approche de l'hiver le conduisent à lancer en novembre un programme temporaire massif d'emplois publics, *via* la Civil Works Administration (CWA) qui offre du travail aux Américains sans emploi. Pendant ses trois mois d'existence, plus de quatre millions de chômeurs travaillent à la construction ou à la rénovation d'écoles, de routes, d'autoroutes, d'aéroports, et cinquante enseignants donnent des cours à des adultes ou dans des écoles rurales.

Programmes d'aide à l'investissement et à l'emploi composent ainsi la partie « relance » du premier *New Deal*. Le second y ajoutera une composante plus structurelle : l'établissement, avec le *Social Security Act*, d'une assurance chômage et d'une retraite pour tous les Américains âgés de plus de 65 ans. On mesure l'importance de ces réformes lorsque l'on note que le secteur qui n'a pas été mis en place par Roosevelt, l'assurance maladie, ne le sera définitivement que quatre-vingts ans plus tard par Barack Obama.

ROOSEVELT ET KEYNES :
RÉFORME ET REPRISE ÉCONOMIQUE

Si la révolution keynésienne a changé la vision de la politique économique après la guerre, c'est en fait la révolution que mit en pratique Roosevelt qui changea le monde. Dans une lettre ouverte publiée en décembre 1933, John Maynard Keynes soulignait l'enjeu considérable que représentait à ses yeux le *New Deal*: « Si vous échouez, écrit-il, le changement rationnel sera grandement déconsidéré de par le monde, laissant à l'orthodoxie et à la révolution le champ libre pour se combattre. Mais si vous réussissez, des méthodes nouvelles et plus audacieuses seront essayées partout et nous pourrions dater de votre accession au pouvoir le premier chapitre d'une nouvelle ère économique⁴. » S'il salue l'audace des réformes lancées par Roosevelt, Keynes recommande d'abandonner les manipulations monétaires, de financer des travaux d'équipement par des emprunts publics massifs et d'inciter la Réserve fédérale américaine à baisser ses taux d'intérêt. Il est difficile, dans le climat économique de l'époque où la pensée économique conservatrice est dominante, de s'émanciper de l'idée d'un budget équilibré. Roosevelt ne le fera que très prudemment pour financer temporairement des grands projets d'investissements.

37

Quant à la dernière remarque de la lettre ouverte de Keynes selon laquelle, face à une crise de cette ampleur, la relance à court terme de l'économie doit précéder les réformes structurelles, si elle est partagée aujourd'hui par presque tous les économistes qui ont quelque contact avec les réalités macroéconomiques, force est de reconnaître qu'elle n'inspire pas la pensée conservatrice qui domine la Commission européenne aujourd'hui. Au nom de réformes structurelles irréalistes appuyées par des coupes budgétaires massives, la Commission présidée par José Manuel Barroso a fait s'enfoncer l'Europe dans une profonde dépression.

Du côté de Roosevelt, c'est le pragmatisme qui l'emporte: faire face à l'urgence avant d'affronter les problèmes structurels. Dès son investiture le 4 mars, il affirmera dans son discours: « Avec ce programme, nous nous attelons à la tâche de remettre notre maison en ordre et de rééquilibrer nos finances. Il est moins urgent et moins nécessaire au rétablissement de notre économie de s'attaquer à nos échanges commerciaux internationaux, même s'ils ont beaucoup d'importance. Je suis partisan d'une politique pragmatique traitant d'abord ce qui est le plus important. Je n'épargnerai pas mes efforts pour restaurer le commerce mondial par

4. Yves-Marie Péréon, *Franklin D. Roosevelt*, Paris, Tallandier, 2012, chap. 8, p. 207.

une réforme de l'économie internationale, mais notre situation intérieure est critique⁵.» Comment ne pas songer en lisant ce discours au choix étonnant fait par la France de tout miser brutalement sur la compétitivité alors que le programme initial de François Hollande fixait de façon pertinente deux priorités claires et cohérentes : le redressement de l'emploi et celui des comptes publics ?

Il est vrai que le pragmatisme de Roosevelt le conduisit à laisser se dévaluer le dollar de façon massive, laissant certains pays européens – dont la France – s'embourber dans une politique de retour à l'étalon-or, au prix d'une déflation calamiteuse.

38 La rencontre entre Keynes et Roosevelt, organisée par le professeur Félix Frankfurter en mai 1934 à la Maison Blanche, ne produira pas les effets attendus par ce dernier, alors même que Roosevelt met en œuvre beaucoup d'idées que théoriserait Keynes. Mais la pensée keynésienne imprégnera un certain nombre de membres du Brain Trust, à commencer par deux Canadiens qui l'ont rejoint, John Kenneth Galbraith et Lauchlin Currie.

Est-ce leur influence ou l'incroyable pragmatisme de Roosevelt qui le conduit à s'émanciper progressivement du dogme de l'équilibre budgétaire et à délivrer dans ses « causeries au coin du feu » des leçons de politique économique dont aucun homme politique de l'époque (et peut-être malheureusement de l'époque actuelle) n'a été capable ? En 1938, face à une seconde récession, il explique dans une de ces causeries : « J'en suis venu à la conclusion que les problèmes actuels appelaient une action conjointe de l'état et du peuple et que nous souffrons avant tout d'un manque de demande des consommateurs en raison d'un pouvoir d'achat trop faible. C'est à nous de créer les conditions d'un retournement économique. Pour cela j'ai proposé trois types de mesures :

Premièrement, j'ai demandé que soient votés le maintien des dépenses gouvernementales concernant l'indemnisation des chômeurs et les politiques sociales [...].

Deuxièmement, augmenter la part des réserves bancaires consacrées à la relance du crédit dont le pays a besoin [...].

Mais ces deux mesures sont insuffisantes pour initier une reprise durable de l'économie nationale [...] c'est pourquoi il faut augmenter le pouvoir d'achat de la nation en initiant de nouveaux travaux au-delà de la poursuite de ceux qui existent déjà. »

Roosevelt y ajoutera surtout un changement majeur vis-à-vis du

5. Franklin D. Roosevelt, *Comment j'ai vaincu la crise*, op. cit., p. 61.

financement: « Le peuple américain n'a pas à se soucier d'une augmentation de la dette nationale dans la mesure où elle aboutira à l'augmentation de son pouvoir d'achat et, en fin de compte, à l'augmentation des recettes fiscales résultant de la hausse du revenu national. »

Cette causerie du 14 avril 1938 est aussi l'occasion de souligner le risque que fait peser l'inaction contre la crise sur les démocraties, et la conclusion de son discours est étonnamment proche de celle de Keynes lorsqu'il rappelle: « Nous avons à notre disposition des ressources nationales, l'argent, les capacités physiques et mentales de la population pour élever le niveau économique. Notre potentiel est seulement limité par la capacité à travailler ensemble. C'est de volonté dont nous avons besoin. »⁶

L'ACTUALITÉ DE ROOSEVELT :

S'AFFRANCHIR DES LOBBYS ET DE LA PENSÉE UNIQUE

39

Les trois changements qu'impulsa Roosevelt, la régulation financière, la réduction des inégalités, l'intervention publique, restent les réponses pertinentes à une crise née de trois décennies de libéralisme et de dérégulation. Les États-Unis sont sortis de la récession au prix d'une création monétaire massive. Quant à l'Europe, elle a reproduit les erreurs des années 1930 en multipliant les politiques d'austérité. Cinq ans après le déclenchement de la crise, très peu de pays européens avaient retrouvé leur niveau de PIB des années 2007-2008; en 2013, la zone euro était encore deux points en dessous, la France et le Royaume-Uni en retard d'un point. Quant à l'Espagne et la Grèce, après plus cinq ans de récession, leurs PIB se trouvent amputés respectivement de 7 % et de 26 % ! Et, en matière de régulation financière, on est loin du volontarisme dont fit preuve Roosevelt.

L'action de Roosevelt illustre le courage politique d'un homme issu de la grande bourgeoisie qui sut affronter la haine des grands patrons et des banquiers d'affaires, qui ne lui pardonnèrent ni l'imposition des grandes fortunes ni la régulation des banques et des marchés financiers. On mesure à quel point il manque aujourd'hui un nouveau Roosevelt. Mais au moins peut-on s'inspirer de son action pour oser les réformes courageuses qui permettront à nos nations de sortir réellement de la crise, même s'il faut affronter les lobbys bancaires, patronaux, ou encore la pesanteur de la pensée unique qui n'a rien appris de six années de crise.

6. *Ibid.*, p. 94-95, 102, 104.

R É S U M É

Au moment où le parallélisme entre les crises de 1929 et de 2008 se prolonge de façon inquiétante en Europe, un retour sur la politique économique de l'homme dont les réformes révolutionnèrent l'Amérique et changèrent le cours de l'histoire est riche d'enseignements pour lutter contre la crise actuelle. La généralisation après la guerre des mesures radicales que Roosevelt prit dans le domaine économique – séparation des banques d'affaires et de dépôt, instauration d'un État-providence, réforme fiscale – contribua à la longue période de stabilité financière et de prospérité de l'après-guerre.